

DEUXIEME DOMAINE

Economie sociale et politiques sociales

Sommaire

| | |
|---|----|
| 1. Les services de proximité | 33 |
| 1.1. Objectifs des recherches | 33 |
| 1.2. Pertinence sociale | 34 |
| 1.3. Partenariats | 35 |
| 2. Les entreprises sociales | 35 |
| 2.1. Objectifs des recherches | 35 |
| 2.2. Apports sociaux | 35 |
| 2.3. Partenariats | 36 |
| 3. L'économie sociale et populaire au Sud | 36 |
| 3.1. Objectifs des recherches | 36 |
| 3.2. Apports sociaux | 37 |
| 3.3. Partenariats | 37 |
| 4. Publications et communications | 38 |
| 5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages..... | 42 |
| 6. Autres activités au sein de l'UCL et autres universités..... | 42 |

Le terme d'économie sociale recouvre les réalités socio-économiques dont la logique diffère d'une logique étatique et d'une logique lucrative et qui ne relèvent pas des activités domestiques. L'économie sociale regroupe, en d'autres termes, l'ensemble des organisations privées dont la finalité première n'est pas la recherche du profit. Bien que certaines organisations d'économie sociale plongent leurs racines dans le XIXème siècle, leurs dynamiques restent largement méconnues.

Un des objectifs de l'équipe de recherche "économie sociale" du CERISIS-UCL est d'approfondir les logiques socio-économiques sous-jacentes à ces organisations, et plus spécifiquement, leur articulation avec le marché et l'État. En effet, loin de se développer en vase clos, l'économie sociale tisse de nombreux liens avec le marché et les pouvoirs publics. Face aux échecs du marché et de l'État, quels sont les apports et les limites de ces organisations ? Les politiques publiques sont-elles appropriées à leurs objectifs ? L'économie sociale apparaît comme une réalité multidimensionnelle et multifonctionnelle dont le rôle - au-delà de la création d'emplois - doit être appréhendé en termes de cohésion sociale et de solidarité.

Cette approche est mise en œuvre dans trois domaines de recherche :

1. Les services de proximité

L'intérêt croissant pour les services de proximité découle d'un constat : alors que le nombre de travailleurs au chômage est important, nombreux sont les besoins de la population touchant à la qualité de vie qui demeurent insatisfaits. De multiples initiatives existent déjà sur le terrain, développées par les pouvoirs publics locaux, par le monde associatif et, dans une moindre mesure, par le secteur privé lucratif. L'objectif des recherches est de mieux comprendre la dynamique de ces services et leurs modes d'organisation socio-économique afin de mieux définir les contours des politiques publiques qui pourraient favoriser leur développement. Nous proposons de les définir comme des services répondant à des demandes individuelles ou collectives à partir d'une proximité objective parce qu'ancrée sur un espace local restreint et, éventuellement, subjective, c'est-à-dire renvoyant à la dimension relationnelle de la prestation.

1.1. Objectifs des recherches

Analyse comparative de la performance entre prestataires agréés « titre-service » (2006-2009)

Avec le dispositif des titres-services, le champ de l'aide à domicile est désormais ouvert à un ensemble diversifié de prestataires, qu'ils soient publics, privés lucratifs ou d'économie sociale. Cette « mise en concurrence » des opérateurs introduit un nouveau mode de régulation dans le champ des services de proximité, qualifié de « quasi-marchand », qui vient se superposer à d'autres modes de régulation. Il s'agit de mener une analyse comparative de la performance entre prestataires agréés « titre-service » (« services agréés d'aide aux familles », CPAS, agences d'intérim, entreprises d'insertion, ALE). Le concept de performance est entendu ici au sens

large, comme les bénéfices individuels pour les usagers et les travailleurs mais aussi comme la capacité de certains prestataires à contribuer à l'intérêt général.

Impact de l'introduction du « titre-service » sur la coexistence de différents métiers dans les Services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées (2005-2007)

Cette étude consiste à analyser l'introduction du dispositif des titres-services au sein d'un type de prestataire en particulier : les « Services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées ». Ces derniers qui relèvent du secteur non-marchand, se retrouvent aujourd'hui au croisement de plusieurs modes de régulation. Cette coexistence de différents modes de régulation au sein des « services d'aide aux familles et aux personnes âgées » pose question en terme d'articulation des logiques sous-jacentes à chaque mode. Au vu de leur mission initiale qui est de répondre à des besoins sociaux via la prestation de services d'aide à domicile de qualité accessibles à tous, cette étude porte sur la manière dont ces services se ré-approprient le dispositif des titres-services avant tout dirigé vers une création d'emploi. Cette recherche aborde les questions de qualité du service et de l'emploi au travers de l'articulation au sein des services des trois métiers d'aide familiale, d'aide ménagère « non titre-service » et d'aide ménagère « titre-service ».

Genre, liens sociaux et politiques sociales : le cas de l'aide aux personnes âgées à Bruxelles (2006- 2008)

Cette recherche a pour objectif d'étudier la relation entre aide à domicile et production de liens sociaux chez les personnes âgées en perte d'autonomie et vivant seules. Nous cherchons dans un premier temps à repérer les différents types d'aidantes au domicile, puis à dresser une typologie des combinaisons d'aides auxquelles ont recours les personnes âgées. Dans un deuxième temps, nous examinons leur contribution respective à la production de liens sociaux autour des personnes âgées.

1.2. Pertinence sociale

L'aide à domicile et particulièrement la prise en charge de la dépendance constituent des priorités inscrites à l'agenda social et politique des pays européens. Face à son développement accéléré depuis 2004, l'introduction du dispositif des titres-services dans le champ des services de proximité suscite de nombreuses questions. Ce dispositif de régulation quasi-marchande qui consiste à ouvrir à la concurrence un champ auparavant confié aux acteurs du non marchand, nécessite plus que jamais une connaissance approfondie des différents prestataires de plus en plus hétérogènes en évaluant notamment leur capacité à générer les bénéfices collectifs suivants : création d'emplois de qualité pour personnes peu qualifiées et équité en terme d'accessibilité à un service de qualité.

1.3. Partenariats

1.3.1. Avec des acteurs sociaux

Un comité d'accompagnement composé des acteurs socio-économiques clés (représentants des pouvoirs publics, représentants des prestataires des services) se réunit, pour chacune des recherches, aux étapes-clés de la recherche.

1.3.2. Avec des scientifiques

La recherche Titre-service s'inscrit dans le cadre d'un partenariat européen qui apporte un éclairage international : le CRIDA-CNAM (France), une unité de recherche du département des politiques sociales de la London School of Economics (Royaume-Uni) et le département de sociologie de l'Université de Bologne (Italie).

2. Les entreprises sociales

L'entreprise sociale a été définie, par le réseau EMES, comme une initiative venant d'un groupe de citoyens qui intègre une dimension de service élargie et d'ouverture à la communauté locale. Elle met l'accent sur un degré élevé d'autonomie et de prise de risque économique liée à une activité continue de production.

2.1. Objectifs des recherches

Analyse comparée de la performance socio-économique des entreprises sociales au niveau européen

Dans le cadre d'un réseau européen de recherche financé par le cinquième programme cadre de la commission européenne (2001-2005), le Cerisis a coordonné une recherche sur la performance socio-économique des entreprises sociales d'insertion par le travail dans 11 pays de l'Union Européenne, en ce compris la Belgique, en développant un cadre d'analyse commun et par une récolte de données sur un échantillon d'entreprises sociales dans chacun des pays. Ce projet PERSE comporte quatre volets : l'analyse de la gouvernance de ces entreprises, l'étude de l'articulation des différents types de ressources mobilisées (marchandes, non-marchandes et émanant du capital social), l'analyse des profils et des trajectoires des travailleurs, et le lien entre ces entreprises sociales et les politiques publiques.

Cette recherche a connu de nombreux prolongements lors de l'année 2007 notamment grâce à l'établissement d'un dialogue avec la communauté scientifique nord-américaine autour du concept d'entreprenariat social au travers de la participation à des séminaires internationaux et à la rédaction d'articles scientifiques

2.2. Apports sociaux

Ces travaux permettent d'analyser l'évolution des entreprises sociales face aux politiques publiques. Alors que les entreprises sociales d'insertion par l'économique

ont émergé, pour la plupart, dans le champ du travail social, beaucoup s'inscrivent aujourd'hui dans des cadres légaux spécifiques liés aux politiques actives d'emploi qui ont connu un essor considérable depuis les années 1980. L'entrée dans l'action publique de ces entreprises sociales d'insertion par l'économie permet la reconnaissance institutionnelle de leur rôle dans la problématique de l'insertion des personnes défavorisées sur le marché de l'emploi. Cependant, elle comprend également un risque de perte d'autonomie et d'innovation pour le secteur. L'enquête sur les entreprises d'insertion nous a permis d'analyser les différents modèles d'organisation présents en Wallonie par rapport aux politiques publiques. De plus, s'agissant d'une enquête européenne, nous pouvons comparer ces différents modèles d'entreprises d'insertion en Belgique avec celles des autres pays européens.

2.3. Partenariats

2.3.1. Avec des acteurs sociaux

Cette dynamique de recherche s'inscrit en partenariat avec le réseau européen ENSIE qui regroupe les fédérations nationales d'entreprises d'insertion.

2.3.2. Avec des scientifiques

Etant donné que le CERISIS a été le coordinateur de la recherche européenne PERSE, celui-ci est en étroite collaboration avec onze centres de recherche dans 10 pays différents de l'Union Européenne, centres de recherche regroupés au sein du réseau européen EMES qui vise l'Etude de l'Emergence de l'Entreprise Sociale. Suite à la publication du livre « Social Enterprises at the crossroads of market, Public policies and Civil Society », de nombreux contacts ont été tissés avec des centres de recherches sur l'entreprise sociale notamment à travers le « Social Entrepreneurship University Network » coordonné par l'université d'Oxford.

3. L'économie sociale et populaire au Sud

L'étude du secteur informel et de ses liens avec les dynamiques d'économie sociale a été l'objet de plusieurs travaux.

3.1. Objectifs des recherches

Projet GRAP : le rôle des organisations de la société civile dans la lutte contre la pauvreté (2004-2009)

Le CERISIS est partenaire d'un projet de recherche GRAP (Groupe de Recherche en Appui aux Politiques) soutenu par le CUD et la DGCD sur le rôle des organisations de la société civile dans la lutte contre la pauvreté en particulier en Afrique subsaharienne dans le secteur de l'éducation, de la micro-finance et de la micro-assurance santé. Le CERISIS collabore au volet concernant les secteurs microfinance et micro-assurance santé. Le premier objectif est d'analyser dans quelle mesure l'implication des OSC dans ce secteur peut favoriser une meilleure

accessibilité des plus démunis à ces services. Le deuxième objectif est d'analyser l'apport de ces organisations de la société civile à régulation de secteurs d'activité de la santé et de la micro-finance. Le troisième volet de la recherche analyse l'articulation entre microfinance et tontines, pratiques financières informelles.

L'encastrement des entreprises sociales : analyse comparative au travers de l'interaction avec les politiques publiques, l'articulation des ressources et les différents modes de gouvernance (2004-2008)

A travers la notion d'encastrement polanyien des initiatives d'économie sociale et solidaire, il s'agit d'analyser en profondeur et de manière comparative, en Belgique (entreprises sociales d'insertion) et au Brésil (coopératives populaires de travailleurs dans les favelas), les différentes configurations que prend l'articulation entre les politiques publiques et ces initiatives dans des cadres institutionnels différents. Cette étude se base sur une analyse historique de ces initiatives et une analyse des différentes ressources monétaires et non-monétaires de ces organisations et de leurs modes de gouvernance comme indicateurs des différents modes d'encastrement.

3.2. Apports sociaux

Le GRAP est un programme de recherche d'appui à la politique de coopération qui vise à contribuer à l'évaluation des instruments de la coopération en appui aux organisations de la société civile et à la formulation d'approches innovantes d'interventions.

3.3. Partenariats

3.3.1. Avec des acteurs sociaux

La recherche GRAP se fait en collaboration avec des ONGs présentes au Bénin : Louvain-Développement, STEP-BIT, PAPME, CBDIBA. Le CERISIS participe également à la plate-forme micro-finance qui regroupe des membres de la coopération, des ONG et des universitaires. L'étude brésilienne a pu se réaliser dans le cadre d'un partenariat avec les ONGs actives dans le champ de l'économie solidaire à Rio de Janeiro.

3.3.2. Avec des scientifiques

Le projet GRAP repose sur un partenariat coordonné par Marc Poncelet, professeur, département des sciences sociales, service « Changement Social et Développement » de l'Ulg et en collaboration avec le centre d'économie sociale de l'Ulg, du centre d'anthropologie culturelle de l'ULB et de Marc Labie, chargé de cours à la Faculté Warocqué des Sciences Economiques, Service « Economie et gestion de l'entreprise ». Des partenariats sont également établis avec des académiques locaux (Université d'Abomey-Calavi, Bénin, Université de Ouagadougou, Burkina-Faso).

4. Publications et communications

4.1. Publications scientifiques

(articles et participation à des ouvrages scientifiques)

Degavre, F., (2007), « Les contours du care. Réflexions pour une conceptualisation du care aux personnes âgées dépendantes à partir d'une étude de cas à Bruxelles », in : Yepez del Castillo, I., et Herrera, G., (ed.), *Nuevas migraciones latinoamericanas a Europa. Balancas y desafíos*, Flacso, Obreal, UCL, UB, Bruxelles.

Lemaître, A., (2007), « As organizações da economia solidária : quebrando e interrogando os paradigmas teóricos dominantes nas ciências econômicas », *V Encontro Internacional de Economia Solidária: "O Discurso e a Prática da Economia Solidária"*, Núcleo de Economia Solidária da Universidade de São Paulo, São Paulo, pp.1-14.

Labie, M. , Nyssens, M., et Wélé, P., (2007), « Microfinance et micro-assurance santé : réflexions sur des articulations possibles à partir de quelques expériences au Bénin et au Burkina Faso », *Mondes en Développement*, Vol.35-2007/3-n°139, pp.1-15.

Larraechea, I., et Nyssens, M., (2007), « L'économie solidaire: un autre regard sur l'économie populaire au Chili », in : Larraechea, I., et Nyssens, M., *L'économie solidaire, une perspective internationale*, sous la direction de Jean-Louis Laville, Hachettes, collection pluriel, Paris, (deuxième édition).

Defourny, J., et Nyssens, M., (2007), « Social Enterprise in Europe : Introduction to an Update », EMES Working paper.

Nyssens, M., (2008), « The Third Sector and the social inclusion agenda: the role of social enterprises in the field of work integration », in : Nyssens, M., *The Third Sector in Europe : Trends and Prospects*, Edited by Stephen P Osborne, Routledge, London, pp.87-101.

Nassaut, S., Nyssens, M., et Vermer, M-C., (2008), « Les effets d'une coexistence de différents modes de régulation, suite à la création d'un quasi-marché dans le secteur belge de l'aide à domicile. Le cas des Services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées », *Revue économie et société*, série EGS, (accepté pour publication).

4.2. Rapports de recherche et Cahiers du Cerisis

Defourny, J., Henry, A., Nassaut, S., Nyssens, M., Vermer, M-C., (2007), « Economie sociale et libéralisation des services : le cas des services de proximité », *Rapport intermédiaire*, juin, Recherche financée par la Politique Scientifique Fédérale.

Vermer, M-C., Nyssens, M., et Wélé, P., (juillet 2007), « La régulation des mutuelles de santé au Bénin », *Rapport d'étude* suite à une mission en janvier 2007 au Bénin dans le cadre du GRAP-OSC, 31p.

Degavre, F., (avec Demeyer, B., Van Regenmortel, T., (dir.), De Blander, R., Nicaise, I., Sannen, L., Steenssens, K.), « Naar een pro-actieve benadering van onderbescherming in verband met leefloon en sociale hulp », Hoger Instituut Voor de Arbeid, Katholieke Universiteit Leuven.

Degavre, F., (avec Gobin, C., Closon, M.-C., (dir.), Gobert, M.), « Personnes âgées et acteurs du maintien à domicile à Bruxelles : le care sous l'angle de la santé publique et de la socio-économie », Graid-ULB et Ecole de Santé Publique-UCL, Bruxelles.

4.3. Autres articles

Degavre, F., « Les chercheuses féministes ou l'expérience d'un double positionnement. Réflexions à partir du cas belge », in : *Actes du colloque du Réseau Interuniversitaire sur le Genre : A propos des études de genre dans les pays européens : où en sommes-nous?*, Université de Paris Saint-Denis.

Degavre, F., (avec Stoffel, S.), « Du pouvoir... ! Du fonctionnement du pouvoir en général et des stratégies de résistance en particulier », in : Stoffel, S., *Femmes et Pouvoirs*, coll. Pensées Féministes, Editions de l'Université des Femmes, Bruxelles.

Degavre, F., « Genre » (*Gender*), in : Durand, P., *Les Nouveaux mots du pouvoir. Abécédaire critique*, Bruxelles, Aden.

Lemaître, A., (2007), « L'économie solidaire en Amérique latine », *La Revue nouvelle*, n°1-2, pp.62-65.

Lemaître, A., (2007), « Brésil. La Cooparj. Des travailleurs créent une coopérative suite à la faillite de leur entreprise », *Journal Terre. Une aventure populaire de développement*, n°116, pp.20-21.

Nyssens, M., (2007), « Les services de proximité », *Revue Nouvelle*, janvier-février, tome 122, pp.50-53.

Vermer, M-C., Nassaut, S., et Nyssens, M., (2007), « Le titre-service, un état de la situation », in : *Regards économiques*, IRES, n°50, avril 2007, pp.20-25.

4.4. Communications et interventions dans des colloques scientifiques

Henry, A., Nassaut, S., (2007), « Introduction d'un quasi-marché dans le champ des services de proximité en Belgique : le cas du "titre-service", Colloque sur « La libéralisation des services à la personne », Institut d'administration des entreprises (IAE), Lille, mai.

Vermer, M-C., Nyssens, M., et Wélé, P., (2007), « La régulation des mutuelles de santé au Bénin », XXIIIèmes Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde, « L'Etat malgré tout ? Acteurs publics et développement », FUCAM, Mons, mai.

Lemaître, A., (2007), « As organizações da economia solidária: quebrando e interrogando os paradigmas teóricos dominantes nas ciências econômicas », V Encontro Internacional de Economia Solidária: "O Discurso e a Prática da Economia Solidária", Université de São Paulo, São Paulo, 27 au 29 juillet.

Degavre, F., (2007), « Care and well-being in Belgium. Paid and unpaid care to elderly people and its impact on the reproduction of social bonds », Cost A34 third Symposium, *Production and Distribution of Well-Being into the Family: Strategies of Remunerated and Non-remunerated Labor and Consumption Patterns*, University of Barcelona, Spain, 25th-27th June (intervention co-écrite avec Marthe Nyssens).

Nyssens, M., (2007), « Is there any place for a civic entrepreneurship in a quasi-market of domiciliary care? Between states and Citizen, The role of Civic Elements in the Governance and Production of Social Services », CINEFOGO Network of Excellence, Berlin, 27 mars.

Nyssens, M., (2007), « Social Enterprise in the field of work integration : an European analysis », international seminar "Social Economy North-South", HIVA, Centre d'économie sociale de Liège, Leuven, juin.

Nyssens, M., (2007), « The European concept of social enterprise », the 2007 social entrepreneurship colloquium - Skoll center, Oxford University, July.

4.5. Communications et interventions dans des centres de recherche

Nassaut, S., Nyssens, M., Vermer, M.-C., (2007), « Introduction d'un quasi-marché dans le champ de l'aide à domicile : le cas du titre-service », présentation aux " Midis de l'IRES ".

Nassaut, S., Nyssens, M., Vermer, M.-C., (2007), « Diversité des publics d'utilisateurs et régulation quasi-marchande », Séminaire CERISIS-IST-FOPES " Sciences humaines, rapports sociaux inégalitaires, politiques publiques "

Lemaître, A., (2007), « Insertion et politiques de l'Etat social actif », Séminaire CERISIS-FOPES-IST "Sciences humaines, rapports sociaux inégalitaires, politiques publiques", Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, 25 mai.

Degavre, F., Nyssens, M., (2007), « Genre, care et innovation sociale : le cas des services de gardes à domicile en Wallonie », Séminaire Jacintte, Cnam-Lise, Paris, 13 mars.

Degavre, F., (2007), « Le Care aux personnes âgées dépendantes à Bruxelles : une analyse des tensions au cœur des pratiques de l'aide et de soin », GRAID-ULB et Ecole de Santé Publique UCL, Bruxelles, 18 décembre.

Degavre, F., (2007), « Personnes âgées et acteurs du maintien à domicile : le care sous l'angle de la santé publique et de la socio-économie », séminaire " Penser les vieillessees ", Groupe de recherche Âges, Temps de vie, Vieillissements, GRAVITES, ULB, Bruxelles, 12 novembre.

Degavre, F., (2007), « Genre et bien-être : état des travaux du réseau COST », « Gender and Well-Being : work, family and Public Policies », Séminaire " Repenser la prospérité ", UCL, 21 mai.

Degavre, F., (2007), « Genre, care et liens sociaux: le cas de l'aide aux personnes âgées à Bruxelles », Séminaire scientifique du Cerisis " Sciences humaines, rapports sociaux inégalitaires, politiques publiques ", CERISIS, UCL, Louvain-la-Neuve, 2 mars.

Dupuis, B., (2007), « Conceptions du juste prix et mode de détermination des prix », séminaire interdisciplinaire de recherche, " Commerce Équitable : Regards croisés entre la Belgique et le Mexique ", UCL, Louvain-la-Neuve, 14 juin.

4.6. Communications et interventions auprès des acteurs sociaux

Defourny, J., Henry, A., Nassaut, S., Nyssens, M., Vermer, M-C., (2007), « Economie sociale et libéralisation des services : le cas des services de proximité », Comité d'accompagnement, Politique Scientifique Fédérale, Bruxelles, 31 mai.

Nyssens, M., (2007), « Les accueillantes d'enfants conventionnées : un service d'économie sociale et solidaire », Vie Féminine, Namur, 3 mai.

Vermer, M-C., Nyssens, M., Nassaut, S., (2007), « Introduction des titres-services dans le champ des services de proximité », Comité d'accompagnement au Cabinet du Ministère de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances, Jambes, 9 mars.

Vermer, M-C., Nassaut, S., et Nyssens, M., (2007), « Le titre-service, un état de la situation », Séminaire de travail au Service Public Fédéral de l'Emploi, Bruxelles, 21 mai.

Vermer, M-C., Nyssens, M., Nassaut, S., (2007), « Introduction des titres-services dans le champ des services de proximité », Atelier de restitution aux services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées en Région wallonne, des résultats de l'étude commanditée par le Ministère de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances, Charleroi, 18 septembre.

Vermer, M-C., Nyssens, M., (2007), Organisations de la société civile et mutuelles de santé, Direction générale de la coopération au développement, Bruxelles, 23 octobre.

4.7. Autres services à la société : expertises, formations, conseils

Nassaut, S., (2007), Participation au comité d'accompagnement du projet « Point expertise » de SAW et VOSEC (capitalisation des compétences des entreprises d'économie sociale).

Vermer, M-C., (2007), Participation au comité de pilotage de « l'étude sur les centres de service social privés », commanditée par Ministère de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances et réalisée par Habitat et Participation.

Degavre, F., Responsable du Comité scientifique de l'Université des Femmes, association reconnue dans le cadre du décret Education permanente, membre du CA.

5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages

5.1. Encadrement de thèses (en lien direct avec les thématiques du Cersisis)

Thèses défendues

Thèses en cours

- Andreia Lemaître, « L'encastrement des entreprises sociales : une comparaison Belgique – Brésil » (DVLDP)
- Andrea Olmedo (DVLDP), « Le tiers-secteur en Equateur » (en cours)
- Bruno Meessen (département des sciences économiques), « Public health system in low-income countries : Reforming the institutional arrangements » (ECON)
- Pierre-Germain Umuhire, « Articulation microfinance – tontine » (ECON)
- Youyou Baende, « Capital social et associations de parents d'élève au Congo » (ECON)
- Anne Defourny, « Titre-service et Entreprises sociales » (ECON)

5.2. Mémoires, encadrement de stages

Degavre, F., (avec Peemans, J.-P.), Verspeeten, Sofie, « Essai d'une reconstruction de la pensée sur le développement dans un contexte Nord : l'organisation collective et locale de la consommation : un espace public de proximité? », Institut d'Etudes du Développement, UCL.

Degavre, F., Langwiesner, Gertraud, « Les rôles et les stratégies des femmes "Sans Papiers" dans le care », FOPES, UCL.

Vermer, M-C., (2007), Participation au comité de lecture du mémoire réalisé par Béatrice Courty « Insertion socio-professionnelle et titres-services font-ils bon ménage? », Directrice : Donatienne Desmette, FOPES, septembre 2007.

Marthe Nyssens : plusieurs mémoires à la FOPES, en ECON et en DVLDP

6. Autres activités au sein de l'UCL et autres universités

Lemaître, A., Séjour à Rio de Janeiro pour le développement de la thèse de doctorat : collaboration avec l'Université Pontificale de Rio de Janeiro, au sein du Groupe de Recherche de Planification et Organisation de Systèmes Productifs.

Degavre, F., Membre du réseau COST A 34 : « Gender and Well-Being : Work, family and Public Policies » et déléguée belge (= Communauté Française) pour l'ensemble des actions du réseau.